



**Pacte international
relatif aux droits civils
et politiques**

Distr.
GÉNÉRALE

CCPR/SP/65
10 décembre 2004

FRANÇAIS
Original: ANGLAIS

RÉUNION DES ÉTATS PARTIES

Vingt-quatrième réunion

New York

8 février 2005

ÉLECTION, EN APPLICATION DES ARTICLES 28 À 34 DU PACTE INTERNATIONAL
RELATIF AUX DROITS CIVILS ET POLITIQUES, DESTINÉE À POURVOIR UN SIÈGE
DEVENU VACANT AU COMITÉ DES DROITS DE L'HOMME EN RAISON DU DÉCÈS
DE M^{me} MARGARETA WADSTEIN (SUÈDE) DONT LE MANDAT VENAIT
À EXPIRATION LE 31 DÉCEMBRE 2008

Note du Secrétaire général

1. En application de l'article 34 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques, la vingt-quatrième réunion des États parties au Pacte sera convoquée par le Secrétaire général au Siège le mardi 8 février 2005, afin de pourvoir un siège devenu vacant au Comité des droits de l'homme.
2. Dans une lettre datée du 7 octobre 2004, le Président du Comité des droits de l'homme a informé le Secrétaire général du décès, le 17 septembre 2004, de M^{me} Margareta Wadstein (Suède).
3. En application du paragraphe 2 de l'article 33 et du paragraphe 1 de l'article 34 du Pacte, le Secrétaire général a déclaré vacant le siège de M^{me} Wadstein à compter de la date de son décès. Dans une note verbale datée du 11 novembre 2004, les États parties au Pacte ont été invités à désigner des candidats avant le 12 janvier 2005 afin de pourvoir ce siège pour un mandat allant jusqu'au 31 décembre 2008.
4. Le curriculum vitae de M^{me} Elisabeth Palm, dont la candidature est présentée par la Suède, figure en annexe au présent document.

Annexe I
Curriculum vitae

Elisabeth Palm

Née en juillet 1936 à Helsingborg (Suède)

- Master of Law, Université d'Uppsala, 1959
- Diplôme de langue française, Université de Göteborg, 1975
- Juge adjoint et juge assistant à la cour d'appel, 1964-1971
- Juge à la cour administrative d'appel, 1972
- Présidente de chambre à la cour administrative d'appel, 1979
- Conseillère juridique au Ministère de l'administration locale, 1976
- Sous-Secrétaire permanente au Ministère de l'administration locale, 1978
- Sous-Secrétaire d'État au Ministère de l'administration locale, 1979
- Juge à la cour administrative suprême, 1983
- Membre du Conseil sur la législation, 1987
- Juge à la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg, 1988
- Présidente de la cour administrative d'appel à Göteborg, 1996
- Vice-Présidente de la Cour européenne des droits de l'homme à Strasbourg, 1998
- Présidente du Conseil suédois d'administration des comtés, 1979
- Membre du Conseil de l'Agence nationale pour les employeurs du secteur public, 1979
- Vice-Présidente de l'Institut national pour l'administration et la formation du personnel, 1979
- Présidente de la Commission nationale pour la radio communautaire, 1986
- Membre du Comité exécutif de l'Institut international des sciences de l'administration à Bruxelles, 1985
- Membre du Tribunal administratif (Comité des recours) de l'OCDE, 1987
- Présidente du Comité des recours de l'Église de Suède, 2003
- Présidente du Conseil de surveillance des experts comptables, 2003

A participé à de nombreuses activités officielles au plan national en tant que présidente, membre ou expert, notamment: Comité des tribunaux de comté (expert), 1977-1980; rapport officiel sur le droit administratif (expert), 1978-1983; Présidente de la commission spéciale sur la question des femmes prêtres, 1980; Présidente de la Commission officielle sur les responsabilités régionales, 1992; l'avenir des tribunaux et le statut des juges, 1993 (expert).

A donné des conférences sur les droits de l'homme dans les États membres du Conseil de l'Europe et publié des articles portant notamment sur les questions suivantes: la question des femmes prêtres – conflit entre différents droits de l'homme, 1983 (Rättsfonden); les droits de l'homme en Suède (1992, *Mélanges offerts à Jacques Vélu*); décentralisation et ordre juridique en Suède (études et documents) Conseil d'État (France), 1993; le fonctionnaire et le nouveau tribunal (études en mémoire du Président Rolv Ryssdal), 2000; jurisprudence et méthodes d'interprétation à la Cour européenne des droits de l'homme, 2003 (Juridisk tidskrift 2003-2004 nr 4).

Parle couramment l'anglais et le français.
